

## Au-delà de l'usage du PIB

### Peut-on se passer du PIB ?

#### **Le PIB, un indicateur comme les autres !**

Dans notre société d'information, tout discours nécessite un chiffre, un indicateur pour analyser, argumenter et prouver des faits. Par exemple, un match de football est principalement commenté et jugé sur la base de l'indicateur du score final. Pourtant, le choix de cet indicateur n'est pas anodin : il représente ce qui importe dans un match de football : la puissance que chaque équipe déploie afin de marquer le plus de buts et en encaisser moins que son adversaire, étant donné un certain nombre de règles du jeu, parfois litigieuses, mais synthétisées dans l'acceptation sociale de l'arbitrage. Toute l'organisation du jeu est ainsi tendue vers ce résultat final, qui en devient la réalité et la valeur par laquelle on juge un match de football. Le fairplay, la beauté du jeu ou le sens du collectif peuvent être traités à part, ou au mieux considérés comme des paramètres permettant d'augmenter la productivité de l'équipe à gagner des matchs. Si cette description footballistique semble éloignée des débats sur le PIB, elle ne l'est pas tant que cela, comme on le verra par la suite.

De façon générale, on peut dire que tout indicateur, et de facto le PIB, répond à 3 caractéristiques : une volonté de mesurer « ce qui vaut la peine » (les « valeurs » philosophiques), une imperfection technique incontournable, une possible domination proactive de la réalité<sup>i</sup>. Du fait de cette description, il faut se méfier de tout indicateur, et toujours utiliser « le bon indicateur pour le bon usage ». Autrement dit, il n'y pas de bon ou de mauvais indicateur en soi, mais seulement des usages appropriés ou non de ces indicateurs. Le PIB ne fait pas exception à cette règle, et les dangers d'un mauvais usage du PIB sont possibles.

Dans un projet mené avec Pierre Lachaize à *The Shift Project*, un action-tank européen spécialisé dans la transition carbone, et définie pour moi comme une thèse de Master of Science pour l'université de KTH (Suède), nous avons ainsi tenté de remettre l'indicateur du PIB à sa juste place : celle qu'il mesure. Nous avons ainsi analysé en profondeur l'indicateur technique du PIB et les différents usages que les acteurs européens en tirent, afin de remettre ensuite en cause, un par un, la légitimité de ces usages et proposer des alternatives possibles à ces usages. Le but de ce travail est donc d'étudier la possibilité technique, théorique, d'un « monde sans PIB » : est-ce que la société est dépendante de l'indicateur technique du PIB, en pratique ? Cette étude s'appuie principalement sur la méthodologie de l'INSEE<sup>ii</sup> puis sur une littérature très variée, et prend aussi en compte le point de vue d'experts du PIB et ses alternatives, lesquels ont été rencontrés dans le cadre de ce projet.

#### **Le PIB repose sur une technique de calcul souvent arbitraire et toujours discutable**

L'analyse technique du calcul de l'indicateur du PIB montre qu'il est issu de calculs comptables et statistiques qui sont, comme on pouvait s'y attendre à la suite de cette introduction, souvent arbitraires, et toujours discutables. La raison est tout autant technique (comptable) que conceptuelle (économique, dans le sens où l'économie est avant tout une science sociale). Cette première partie explique les choix techniques faits par les comptables nationaux.

On peut considérer que, s'il existait un cahier des charges à destination des comptables nationaux pour calculer le PIB, il donnerait pour objectif de rendre compte de la valeur de toutes les productions finales de biens et services, pendant une année, et sur un territoire donné. Cependant, dans la pratique, cet objectif est mis à rude épreuve.

Tout d'abord, l'unité utilisée pour rendre compte de cette valeur est le prix. Ainsi, il n'y a pas de PIB en tonnes ou en journées par exemple (bien que de telles comptabilités aient été tentées dans le passé), mais en équivalent monétaire. Cette décision est conventionnelle et prise sur une base pratique : la monnaie est en effet considérée comme le convertisseur universel, permettant d'additionner des productions de blé (agriculture), des constructions résidentielles (industrie) et des services bancaires (service). Cet équivalent est intéressant, mais exclut d'emblée toute activité qui ne peut pas avoir de prix, comme le bénévolat ou le don. Il rend aussi périlleux l'estimation d'activités théoriquement monétisables, comme le loisir (estimable au coût d'opportunité du travail ou au prix d'un service marchand équivalent) ou les services de la nature (estimables aux services marchands équivalents, comme le prix de la pollinisation manuelle, la production de poissons en pisciculture ou le prix de traitement industriel de l'eau). En pratique, cette difficulté technique les condamne en fait à ne pas être intégrées au calcul, bien que chacun d'eux procure une valeur productive (un revenu hors marché ou un évitement de coût) à la nation !

Afin de calculer l'indicateur du PIB, les comptables nationaux font la synthèse de données très variées (fiscales principalement, mais aussi statistiques, techniques ainsi que des enquêtes et analyses *ad hoc*). Un vrai casse-tête méthodologique est opéré par des milliers de comptables nationaux rien qu'en France dans le but de trier, d'organiser et d'agréger ces données afin d'aboutir à une estimation du PIB, parfois par l'intermédiaire de conventions très litigieuses qui seront décrites ci-après. De plus, malgré une méthodologie partagée en théorie, des choix pratiques sont aussi à effectuer chaque année : des retraitements statistiques et des estimations sont donc fréquents. Ces estimations s'estompent au fur et à mesure que les calculs s'affinent : le résultat « final », qui contient le moins possible d'ajustements, n'est connu que deux ans et demi après la fin du terme. Des différences allant de 0,5 à 1 point de PIB sont fréquemment observées entre ces résultats et les résultats « préliminaires », donnés deux mois et demi après la fin du terme !

Le PIB prend en compte la valeur « finale » des productions, ce qui suppose que les consommations intermédiaires (celles qui ne sont pas utilisées par un consommateur final, comme le bois dans la fabrication d'une table) ne sont pas prises en compte (car le prix de la table rend déjà compte du prix du bois). Cependant, il est très difficile de définir l'usage final d'un produit : les réparations, les incarcérations ou les dépréciations du capital matériel sont-elles des consommations « finales » alors qu'elles sont « regrettables », « défensives » ou forcées ? Les comptables nationaux, en les conservant de leurs calculs, considèrent que ce sont des consommations finales, ce qui est très discutable car elles ne fournissent effectivement pas de revenu supplémentaire à la nation.

On peut remarquer que, d'après le « cahier des charges » donné aux comptables nationaux pour calculer le PIB, il n'importe pas que les activités considérées soient illégales, hors marché ou amORALES, pour être intégrées au calcul. Ainsi, le PIB doit théoriquement rendre compte de la valeur monétaire... du trafic de drogues, du travail au noir ou du jardinage domestique ! En pratique cependant, les comptables nationaux privilégient le plus souvent certaines activités au détriment d'autres : de nombreux choix arbitraires sont faits. Par exemple, les activités domestiques de

production de biens (jardinage, construction, pêche, chasse, création logicielle...) sont approchés par des statistiques et enquêtes, puis ajoutés à leur prix équivalent sur le marché, alors que les activités domestiques de production de services (cuisine, ménage, garde d'enfants...) ne le sont pas ! Pourtant, il existe bien des prix de marché équivalent à ces services, mais l'intégration de telles activités entraînerait un biais statistique important, d'au moins 35% du PIB pour le cas de la France si on les incluait au coût horaire correspondant dans le marché<sup>iii</sup>. Ainsi, Dominique Méda explique que les comptables nationaux ont en fait effectué le choix arbitraire, contraire à leurs propres règles, de ne pas intégrer ces activités, afin d'« éviter de donner au PIB un sentiment d'incertitude »<sup>iv</sup>. Ce choix reflète aussi une masculinité du PIB, où seules les activités domestiques de productions, traditionnellement plus masculines, ou prométhéennes, sont prises en compte. Ce choix est d'autant plus critiquable que l'incertitude est déjà partout présente dans les calculs du PIB. Pour ne donner qu'un exemple, le PIB inclue déjà entre 2 et 15% de travail « au noir » dans les pays de l'OCDE et certains de ces pays incluent environ 1% de travail illégal<sup>v</sup>.

Un dernier exemple de choix arbitraire a été fait en 1968 à l'ONU quand il a été décidé d'inclure les productions de services publics (éducation, santé, justice...) dans le calcul du PIB<sup>vi</sup>. Pourtant, ces services sont fournis à un coût qui n'est pas « significatif » pour le bénéficiaire : le « consommateur » ne paie en pratique qu'une somme modique car ces services sont subventionnés. Dès lors, leur valeur est en pratique estimée à leur coût de production (le prix des salaires et des intrants). Pourtant, la nature de la monnaie n'est pas la même dans les services publics et le marché puisque le premier provient du consentement à l'impôt et au vote, tandis que le deuxième provient du désir d'achat, sous contraintes de budget pour le consommateur et de profit pour le producteur.

Dans l'ensemble, la main de l'homme est partout présente pour choisir, trier, estimer, agréger et corriger les données brutes. Bien que les méthodologies de calcul soient partagées au niveau onusien depuis 1954, il ne peut pas y avoir de certitude sur ces calculs. Ce sentiment doit être levé car il est illégitime : les calculs du PIB ne tiennent que par un accord diplomatique international, pas par une exactitude technique.

### ***L'approche par les usages, ou comment démêler les fétichismes***

Une fois le design technique du PIB mis à plat, nous avons recherché les différents acteurs qui prennent le PIB comme un facteur important de leurs décisions. Pour cela, une liste de concepts liés au PIB a été élaborée et ceux-ci ont été recherchés dans les divers entretiens menés et dans un large panel de documentation. 10 usages au total sont proposés, classés en 3 catégories :

- 4 usages culturels : quand le PIB porte en lui une représentation de valeurs socialement partagées (par exemple, le PIB représente la richesse des nations) ;
- 3 usages opérationnels : quand le contenu du PIB est utilisé par des acteurs privés et quand ce critère déclenche des actions automatiques (par exemple, le financement et la redistribution des fonds à l'Union Européenne sont basés en premier lieu sur des critères de PIB des pays ou régions) ;
- 3 usages politiques quand les valeurs et le contenu du PIB sont pris comme pivot d'une politique publique (par exemple, les gouvernements mettent en place des réglementations afin de faire croître le PIB).

Une estimation du nombre de personnes impliquées et une liste de textes liés à chacun de ces 10 usages est fournie. La description de ces usages est confrontée au design du PIB afin d'analyser la légitimité de ces usages et les possibles fétichismes. Enfin, des alternatives pratiques sont proposées pour chacun de ces usages. Les trois tableaux ci-dessous résument ces recherches.

4 usages culturels	Légitimité	Exemples d'alternatives
<p><b>Représenter la valeur économique orthodoxe :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le « travail socialement nécessaire » pour les classiques (ex : les productions d'origine naturelle ne sont pas prises en compte car pas issues d'un travail humain)</li> <li>- l'« utilité » (welfare) par la consommation pour les néoclassiques. Cette utilité individuelle peut être transposé à un bien-être social par le biais de la « main invisible » dans le cadre d'un marché avec une « offre et demande complètes »<sup>vii</sup>. Une utilité « démocratique » est ajoutée par le vote et l'impôt.</li> </ul> <p><u>Acteurs</u> : chercheurs et enseignants de la discipline économique et comptable</p> <p><u>Textes</u> : manuels scolaires, thèses de recherche, rapports économiques</p>	<p>Le modèle classique est incomplet (exogène à 80% pour le cas des USA d'après Robert U. Ayres et Benjamin Warr<sup>viii</sup>) et le modèle néoclassique est basé sur des hypothèses théoriques irréalistes (entre autres, basé sur le travail d'André d'Orléan<sup>ix</sup>, on peut citer : rationalité individuelle sans mimétisme social, « fétichisme de la marchandise » qui est la source de toute valeur, internalisation de toute activité et de toute externalité dans une « société de marché », neutralité de la monnaie qui ne sert que de fluide à l'échange de valeurs-utilités prédéfinies à l'échange, probabilisation parfaite de toutes les possibilités présentes et futures).</p>	<p>Développer les théories hétérodoxes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une théorie classique endogène (possiblement à travers le rôle crucial joué par l'exergie<sup>x</sup>, suivant le travail de Robert U. Ayres et Benjamin Warr, et lequel pourrait être taxé à la place du travail).</li> <li>- L'interprétation du bien-être par les autres sciences sociales (notamment l'anthropologie, avec une approche holistique, suivant le travail de la new economic foundation<sup>xi</sup>).</li> <li>- Le management sans croissance, visant des finalités (bien-être holistique et résilience) par des moyens diversifiés (réduction du temps de travail, création monétaire sans intérêt...), suivant le travail de Peter Victor<sup>xii</sup>.</li> </ul>
<p><b>Représenter la richesse, le progrès et le développement des nations</b></p> <p>Tandis que les philosophes des Lumières voyaient au XVIIème siècle le progrès au sens large de développement (matériel mais aussi spirituel), c'est la croissance matérielle accompagnant la croissance économique qui a permis de donner une dimension fléchée et appréhendable du progrès<sup>xiii</sup>. Cette vision était jugée enthousiasmante car accompagnée d'une vision libérale et ouverte de l'économie et une vision</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le PIB occulte des paramètres essentiels du bien-être (loisirs, relations sociales hors marché, activité bénévole, politique ou associatif, oisiveté...).</li> <li>- Le PIB ne prend pas en compte la morale ou la finalité, au sens collectif ou civilisationnel du terme, des productions (vente d'armes, nettoyage de pollution...).</li> <li>- Il existe à présent une décorrélation entre le PIB et bon nombre de déterminant du développement (santé sociale, pauvreté multidimensionnelle, soutenabilité écologique...) dans les pays industrialisés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- De nombreux indicateurs alternatifs existent déjà (30 d'entre eux ont été brièvement étudiés dans notre étude<sup>xiv</sup>) et sont mis en place au niveau national comme objectifs complémentaires ou alternatifs (notre étude fait une synthèse de ces engagements). En particulier, ils font la part belle aux sources hors-marché et hors monétarisation du bien-être.</li> <li>- La vision morale, ou civilisationnelle, du progrès fait ressortir le besoin de participation citoyenne à la création de ces indicateurs.</li> </ul>

<p>quantifiée de la richesse par la production.  <u>Acteurs</u> : hommes politiques, médias  <u>Textes</u> : discours, articles</p>	<p>- On observe une saturation du sentiment de satisfaction dans les pays industrialisés.</p>	<p>Cette participation permet de plus d'assurer la légitimité de ces indicateurs<sup>xv</sup>.</p>
<p><b>Représenter le pouvoir et la prospérité des nations</b>  A travers la production matérielle, couplée à la puissance militaire et au libre-échange, les nations se reconnaissent comme « acteurs importants ». De plus, si c'est dans l'optique de mesurer la perte de revenu dû au krach de 1929 que le PIB a été créé, il a ensuite été développé pour mesurer l'effet de la production du New Deal, de l'industrie d'avant-guerre, puis de la reconstruction et l'agriculture de masse du Plan Marshall<sup>xvi</sup>.  <u>Acteurs</u> : G7, G8, G20, OCDE  <u>Textes</u> : chartes</p>	<p>- Le PIB occulte des dangers cruciaux pour la prospérité (capitaux/dettes, location/propriété, inégalité, fraude et exil fiscaux, qualité et sécurité du travail, démocratie, cohésion sociale, activités hors-marché : politique, association, bénévolat...).</p> <p>- En particulier, le PIB est fortement corrélé avec des impacts écologiques (ce qui peut mener jusqu'à des catastrophes, voire un « effondrement »<sup>xvii</sup>) et des risques de « Cygnes Noirs »<sup>xviii</sup>.</p>	<p>Développer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des mesures de résilience environnemental des nations, sur la base du travail de Johan Rockström et al<sup>xix</sup>.</li> <li>- Développer des mesures de la cohésion sociale des Etats.</li> <li>- Des indicateurs de « capacité à payer » des Etats.</li> <li>- Des modèles de « prospérité sans croissance », sur la base du travail de Tim Jackson<sup>xx</sup>.</li> <li>- Des forums alternatifs de décision (résilience, bien-être...).</li> </ul>
<p><b>Représenter la valeur de référence pour des comparaisons macro</b>  Tout indicateur macro (dépenses, taxes, émissions de CO2éq...) est comparé au PIB, qui est considéré comme un ordre de grandeur, une référence ultime de comparaison. Les données de PIB sont ainsi empreintes d'une confiance forte.  <u>Acteurs</u> : politiques, médias, analystes  <u>Textes</u> : discours, analyses, journaux, recommandations officielles</p>	<p>Les données de PIB ne sont pas exactes, mais la méthodologie est communément reconnue. Les comparaisons au PIB cachent de grandes disparités dans les finalités (« outcomes »). Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de plus grandes dépenses de santé peuvent cacher une meilleure prise en compte des malades, un malaise national grandissant ou une privatisation de ces services (ex : Etats-Unis)</li> <li>- une productivité environnementale (réduction du CO2éq/PIB par exemple) n'implique pas une diminution en valeur absolue de cet impact (un découplage absolu), donc pas une soutenabilité forte</li> </ul>	<p>Développer des indicateurs de finalité : santé, éducation, solidarité, résilience environnementale...</p>

<p><b>Définir les budgets des institutions supranationales : financement et redistribution</b>                  Le PIB représente la « capacité à payer » des nations et le facteur de « cohésion » de la redistribution. Les méthodologies de PIB sont donc encadrées pour une forte comparabilité entre les pays.  <u>Acteurs</u> : départements budgets à l'UE, au FMI, à la Banque Mondiale, à l'ONU  <u>Textes</u> : cadre financier européen, résolutions et décisions internationales</p>	<p>Le PIB est considéré comme une mesure du revenu formel des économies, ce qu'il n'est pas exactement. Cette vision occulte aussi les stocks/dettes d'argent et les « richesses » non monétaires.                  En Europe, des alternatives sont mises en place afin d'éviter les débats sur un « juste retour » sur les contributions et de promouvoir une valeur ajoutée supplémentaire, par une taxe carbone et une taxe sur les transactions financières.</p>	<p>Développer des contributions et redistributions :                  - « punitives » (ex : « pollueur-payeur »)                  - « positives » (ex : le plus « riche », au sens philosophique du terme, un pays est, le plus il peut aider les autres pays à être heureux dans ce sens ; on peut aussi imaginer une mesure de la « puissance économique formelle »).                  Il est aussi possible d'imaginer un « Green New Deal » ou le développement de monnaies complémentaires, ce qui suppose de remettre en cause la neutralité de la monnaie.</p>
<p><b>Planifier des investissements privés</b>                  L'existence de séries long-terme et de méthodologie internationale autorise la calibration de modèles sur les flux historiques.  <u>Acteurs</u> : départements prospective des entreprises de transport, d'approvisionnement énergétique et très grands entreprises  <u>Textes</u> : modèles, instructions-cadre nationales</p>	<p>Il n'y a pas de vision « amont » des stocks naturels disponibles : si un approvisionnement en volume n'est plus possible, le modèle n'est plus valable. Les investissements se sont révélés de plus en plus difficile à prévoir ces dernières années.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des modèles de confrontation de l'offre disponible à la demande espérée, en volume : si l'offre en volume viendrait à manquer, le prix est impossible à prévoir avec précision.</li> <li>- Développer des modèles de management sans croissance.</li> <li>- Considérer les indicateurs comme neutres, c.à.d. sans présupposition sur son sens de variation. Par exemple, si le PIB diminue, les investissements doivent diminuer ou l'entreprise peut muter vers d'autres activités.</li> </ul>
<p><b>Donner une note aux crédits souverains des états</b>                  Le PIB est utilisé pour donner une note à la capacité des états à rembourser leurs dettes : leur résilience en d'autres termes.  <u>Acteurs</u> : agences de notation (Moody's, S&amp;Ps, Fitch)  <u>Textes</u> : modèles</p>	<p>Au fond, c'est la question de la confiance des investisseurs qui est importante car, en pratique, le marché anticipe cette notation.                  La résilience des états est une notion plus large.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer les théories économiques basées sur la confiance monétaire.</li> <li>- Développer des mesures de résilience élargies et des agences de notation élargies (notamment des agences de notation de la résilience énergétique).</li> </ul>

<p><b>Contrôler le budget public</b> Le déficit et la dette publics sont systématiquement comparés au PIB. Des règles sont précisées dans l'UE pour limiter ces ratios à 3% et 60% respectivement. Le calcul du PIB est donc considéré comme assez précis pour faire l'objet de la base de sanctions dans une possible « règle d'or ».</p> <p><u>Acteurs</u> : Département du budget de l'UE et des états <u>Textes</u> : Traité de Rome, Pacte de Stabilité et de croissance, lois de financement nationales, constitutions nationales</p>	<p>Ces comparaisons ne sont pas homogènes (comparaison de la dette-stock au PIB-flux, comparaison du déficit gouvernemental au PIB national), et cachent l'idée que le PIB représente la base imposable sur laquelle l'Etat peut prélever, en dernier ressort. Elles cachent aussi la nationalité des détenteurs de la dette. Enfin, elles cachent l'idée que c'est la confiance des investisseurs qui compte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comparer avec des valeurs homogènes : recettes et capital gouvernemental national (ce qui ne veut pas dire que ce ratio devrait être nullifié).</li> <li>- Développer les théories économiques basées sur la confiance monétaire : Eurobonds qui regroupent les risques économiques d'emprunt au niveau européen, modèles alternatifs de création monétaire sans intérêt et monnaies complémentaires</li> <li>- Développer les modèles de management sans croissance.</li> </ul>
<p><b>Définir des politiques publiques pour la croissance</b> Reposant sur l'idée de progrès ainsi que sur les modèles économiques orthodoxes, les politiques mettent en place des régulations (compétitivité, libéralisation et information pour les néolibéraux, relance pour les keynésiens) en faveur de la croissance.</p> <p><u>Acteurs</u> : Départements du budget nationaux, médias, analystes, politiques <u>Textes</u> : lois de financement nationales, constitutions nationales, journaux, analyses, discours</p>	<p>Ces actions sont prises sous le couvert d'idéologies incomplètes (classiques) et irréalistes (néoclassiques). Ces politiques sont devenues futiles (en termes de satisfaction) et risquées (en termes de résilience) dans les pays industrialisés. De plus, les relations entre croissance et emplois sont très complexes : la « loi d'Okun » est critiquable. Les métiers les plus denses en emploi et ceux fournissant le plus de bien-être (not. de l'économie sociale et solidaire) ne sont pas les plus productifs en termes de valeur ajoutée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer le management sans croissance. D'autant plus qu'en temps de crise, les politiques pourraient alors se focaliser sur ces finalités (et notamment sur le bien-être citoyen en premier lieu, comme le suggère la coalition de Budapest) afin d'être réélus.</li> <li>- Développer les modèles endogènes de croissance, avec notamment le rôle crucial joué par l'exergie.</li> </ul>
<p><b>Quantifier des spécificités d'une politique publique</b> Les gouvernements visent une croissance « durable, intelligente et inclusive ».</p> <p><u>Acteurs</u> : Départements du budget nationaux, médias, analystes, politiques <u>Textes</u> : lois de financement nationales, journaux, analyses, discours</p>	<p>Comme une croissance est accompagnée de coûts qui peuvent à présent surpasser les bénéfices dans les pays industrialisés, le présupposé de la croissance pour atteindre les finalités, notamment l'éducation, la cohésion sociale et la résilience environnementale, est dangereux.</p>	<p>Développer les théories hétérodoxes : le modèle classique endogène, le bien-être par les autres sciences sociales, le management sans croissance.</p>

## **Conclusion : vers un usage raisonné du PIB, par des alternatives appropriées aux valeurs visées**

Ce travail a montré plusieurs conclusions importantes.

Tout d'abord, il faut désacraliser le PIB : c'est un indicateur technique comme les autres, et à ce titre la méthodologie proposée pour le calculer est toujours discutable et souvent arbitraire. Néanmoins, cette méthodologie est partagée par tous les pays du monde, par l'intermédiaire de l'ONU, depuis 1954. Sa légitimité est donc diplomatique et non technique. De plus, le PIB tente de faire la synthèse des théories économiques orthodoxes. Or le modèle classique est incomplet (endogène à 80% pour le cas des Etats-Unis par exemple) et le modèle néoclassique est irréaliste (basé sur des hypothèses qui ne peuvent pas se réaliser en pratique). Les bases économiques soutenant l'existence du PIB sont donc incomplètes et irréalistes. Dans l'ensemble, il faut donc s'attendre à être très méfiant sur les usages qu'on peut tirer du PIB.

L'analyse que nous avons menée propose 10 usages, classifiés en 3 types, du PIB : 4 usages culturels, 3 opérationnels et 3 politiques. Cependant, chaque usage repose sur une représentation culturelle : c'est parce-que le PIB représente 4 valeurs culturelles fondamentales qu'il est utilisé. Pour aller « au-delà » de l'usage du PIB, il faut donc questionner en priorité ces valeurs, ou finalités (« outcomes »). Un débat national, avec les utilisateurs du PIB, la communauté scientifique et la société civile, serait donc une bonne idée. Ce débat pourrait ainsi faire ressortir une description technique de ces valeurs qui importent - ces finalités - en premier lieu. Une redéfinition de la science économique et le développement de théories hétérodoxes sont aussi nécessaires, d'autant plus que les chercheurs et enseignants en économie représentent 85% es 400,000 acteurs européens recensés, c.à.d. ceux qui dépendent du PIB dans leur métier.

Les usages du PIB sont limités en nombre, mais structurellement importants : les usages culturels influencent inconsciemment les actions de toute personne et les usages opérationnels et politiques sont opérés par des acteurs stratégiques du domaine privé et public, et parfois entérinés dans des textes de loi. La remise en cause des usages du PIB est donc stratégique et essentielle pour une société qui veut prospérer.

De façon générale, aucun des usages du PIB n'est totalement légitime : tous les usages sont plus ou moins fétichisés. Il faut donc considérer le PIB comme un indicateur parmi d'autres, et choisir le plus approprié à l'usage voulu, ce qui requiert une bonne connaissance technique du PIB et de ses alternatives. Ce n'est pas parce-que le PIB est fourni de manière régulière, avec une méthodologie partagée internationalement depuis les années 50, qu'il doit être utilisé pour tout et par tous. D'autres indicateurs peuvent obtenir ce pouvoir.

De plus, il y a des alternatives pour chacun des usages. Ces alternatives peuvent être existantes ou en cours de création. Le choix des alternatives peut être fait par les usagers recensés, lesquels peuvent être associés à la société civile pour les usages culturels.

Au fond, ce travail exploratoire pourrait se comprendre comme un plan d'actions : la base théorique du PIB y est posée pour une transition raisonnée et pragmatique, usage par usage, acteur par acteur, texte par texte. Il n'est cependant pas de mon ressort de choisir parmi les alternatives, mais la base théorique y est posée, pour une transition rationnelle et organisée. The Shift Project, quant à lui,

proposera bientôt un rapport, basé sur ce travail, qui contiendra des recommandations politiques concrètes pour cette transition.

---

<sup>i</sup> De façon générale, on peut dire que tout indicateur, et de facto le PIB, répond à 3 caractéristiques :

- Une volonté de mesurer « ce qui vaut la peine » : les « valeurs », les finalités, les idéologies ou, comme le décrit poétiquement Patrick Viveret, « les contes derrière les comptes ». C'est la reconnaissance sociale de ces valeurs qui fait la nécessité d'un indicateur ;
- Une imperfection technique incontournable : il y a des choix techniques à faire pour le tri et l'agrégation de données, ainsi que pour tenter de capter la complexité des « valeurs ». C'est l'acceptation sociale de ces choix qui fait la légitimité d'un indicateur ;
- Une possible domination proactive de la réalité : les débats et les actions sont pris en priorité sur la base d'indicateurs existant, au détriment de ce qui n'est pas mesuré. De façon imagée, « si tout ce qu'on a c'est un marteau, alors le monde tend à ressembler à un clou ». Un « fétichisme », ou une fascination, est alors possible, dans le sens où l'indicateur peut représenter des valeurs que son design technique ne lui permet pas d'atteindre, et peut ainsi influencer la réalité sur la base d'arguments inexacts.

<sup>ii</sup> INSEE (2009). Inventaire des sources et des méthodes pour le calcul du revenu national brut de la France [Online].

[http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat\\_annu/base\\_2000/documentation/methodologie/nb9.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base_2000/documentation/methodologie/nb9.pdf).

<sup>iii</sup> Stiglitz J. E., Sen A., Fitoussi J. P. (2009). Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress. Paris: CMEPSP.

<sup>iv</sup> Méda, D. (2000). Qu'est-ce que la richesse?. Paris: Flammarion.

<sup>v</sup> OECD (2006). Understanding national accounts. Paris: OECD Publishing.

<sup>vi</sup> En France, cette adaptation a été faite en 1976.

<sup>vii</sup> C.à.d. que tout bien et service passe par le marché, et est comparé par les choix de consommation. Exemple : pour les comparaisons internationales et historiques de PIB, les comptes nationaux recréent « en chambre » des jugements de valeur afin de comparer les produits entre eux, par des ajustements hédoniques ou techniques. Par exemple, l'image de qualité donnée aux vins californiens ou australiens en France s'est améliorée ces dernières années. Ainsi, le « prix hédonique » attribué par les comptes nationaux à ces vins a augmenté ces dernières années. C'est aussi pour cette raison (capter toutes les valeurs marchande) que les activités illégales, clandestines, hors marché ou amORALES sont intégrées au calcul.

<sup>viii</sup> Ayres U. et Warr B. (2009). The Economic Growth Engine: How Energy and Work Drive Material Prosperity, Northampton: Edward Elgar Pub.

<sup>ix</sup> d'Orléan, A. (2011). L'Empire de la valeur. Paris: Seuil.

<sup>x</sup> Plus spécifiquement, Ayres et Warr parlent du « travail utile », c.à.d. le travail final, issu de l'exergie – qualité de l'énergie primaire –. Ce « travail utile » provient du travail physique animal, de l'énergie fournie aux machines motrices et des transferts de chaleur effectivement utilisés dans le processus productif. Des efforts d'efficacité sur l'énergie permettent en effet d'obtenir plus de « travail utile », ce qui crée des économies d'échelle, dégage des bénéfices, et permet par la suite de nouvelles consommations et de nouveaux investissements. L'efficacité énergétique crée ainsi, pour eux comme pour Jevons (Jevons, W. S. (1865). The Coal question. Cambridge: Mac Millan and co) à la source principale de croissance grâce de nombreux et complexes effets rebonds.

<sup>xi</sup> [www.neweconomics.org](http://www.neweconomics.org)

<sup>xii</sup> Victor, P. A. (2008). Managing without growth: slower by design, not disaster. Northampton: Edward Elgar Publishers.

<sup>xiii</sup> Victor, P. A., *ibid.* et Méda, D. (2000). Qu'est-ce que la richesse?. Paris: Flammarion.

<sup>xiv</sup> Voir aussi Gadrey, J. Et Jany-Catrice,

Wuppertal Institute (2012). Towards sustainable development, alternatives to GDP for measuring progress:

[http://www.wupperinst.org/uploads/tx\\_wibeitrag/ws42.pdf](http://www.wupperinst.org/uploads/tx_wibeitrag/ws42.pdf).

<sup>xv</sup> Méda, *ibid.*

<sup>xvi</sup> Viveret, P. (2002). Reconsidérer la richesse. Paris: Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire.

<sup>xvii</sup> Meadows, D. H., Meadows D., and Randers, J. (2003). Limits to growth: the 30 year update. Hartford: Chelsea Green.

<sup>xviii</sup> Des événements peu probables, potentiellement catastrophiques, mais qui peuvent d'autant plus se réaliser que la société est complexe. Ces risques deviennent de plus en plus probables quand le niveau de PIB grandit car alors le niveau d'activités, de complexité et d'interdépendance grandit.

<sup>xix</sup> Rockström J. et al. (2009). Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity.

Ecology and Society 14(2): 32.

<sup>xx</sup> Jackson, T. (2009). Prosperity without growth: economics for a finite planet. London: Routedledge.